

# FRANCE

DÉCLARATION DE M. B. COEURE, GOUVERNEUR SUPPLÉANT PAR  
INTÉRIM REPRÉSENTANT LA FRANCE

Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs, Mesdames,  
Messieurs,

Je remercie le gouvernement ukrainien pour son hospitalité chaleureuse.

En nous retrouvant à Kiev, dix ans après la première assemblée que la Banque y a tenue, nous ne pouvons qu'être frappés par la beauté retrouvée de cette ville historique et par l'ampleur des transformations du pays tout entier. En s'engageant résolument dans la voie des réformes, l'Ukraine a connu à son tour une forte croissance, une période de convergence économique particulièrement rapide.

La BERD est ici très active, elle vient d'ouvrir un second bureau à Dnipropetrovsk. Nous sommes heureux de voir que l'Ukraine est devenue, par le niveau d'activité, notre deuxième pays d'opérations.

Un an après Kazan, la situation de l'économie mondiale est bien différente et l'incertitude domine. Le potentiel de croissance de la région demeure solide, mais elle est exposée aux risques que présente la combinaison d'un ralentissement économique dans les pays riches et de fortes pressions inflationnistes. Alors que les liquidités étaient

abondantes, l'accès aux financements extérieurs s'est durci, privant de nombreux acteurs de l'accès aux marchés internationaux.

Malgré les difficultés apparues l'été dernier, la Banque a connu une très belle année 2007: pourcentage élevé de projets ayant un fort impact sur la transition, activité soutenue, action résolue en faveur de l'efficacité énergétique, financement de nombreux projets en monnaie locale, forte mobilisation de cofinancements. La Banque a confirmé sa capacité à prendre des risques, tout en dégagant d'excellents résultats financiers.

Nous sommes attachés au maintien de la modération budgétaire qui caractérise cette institution, mais nous avons pleinement soutenu les décisions prises par le Conseil pour reconnaître et soutenir les équipes pour leur travail et pour leurs résultats.

Dans cette situation économique plus incertaine, la Banque doit, selon nous, encourager la poursuite des réformes, contribuer à apporter de la stabilité en maintenant ses concours à haut niveau, soutenir les entreprises et les banques dont les progrès pourraient être compromis par des conditions de marché plus difficiles, utiliser son expertise et sa réputation pour continuer à mobiliser largement les cofinancements. Il nous faut aussi rester sélectifs, maintenir à haut niveau nos exigences d'intégrité et de bonne gouvernance d'entreprises dans un environnement

qui reste souvent marqué par la faiblesse des institutions, mettre la promotion de l'esprit d'entreprise au cœur de notre action.

Comme la France le fait dans toutes les enceintes multilatérales, nous appelons la BERD et les autres institutions financières à veiller à la cohérence et la complémentarité des interventions. La Présidence Française de l'UE sera aussi l'occasion de poursuivre cette action en posant la question de l'évolution de l'architecture de l'aide européenne, notamment dans le contexte de la préparation des rendez-vous internationaux d'Accra et de Doha.

En ce qui concerne la BERD, nous sommes particulièrement attachés à la coopération avec la BEI. Elle peut être très fructueuse. Nous le constatons ici, en Ukraine, mais aussi dans les Balkans. Elle tarde en revanche à porter ses fruits en Russie. Nous savons que le cycle des projets est long dans les projets d'infrastructure, plus encore lorsqu'ils sont mis en œuvre dans le cadre de partenariats publics-privés. Nous appelons la Direction de la BERD et celle de la BEI, la Commission européenne, et également les autorités russes à s'engager pleinement, à organiser le travail en commun d'une manière efficace et à aboutir à des résultats.

Le Conseil d'administration a consacré beaucoup de son temps à la question de l'affectation du résultat 2007. Nous exprimons notre satisfaction sur la qualité du travail accompli et sur l'esprit de consensus qui a permis d'aboutir à un très bon résultat, dont l'institution sort renforcée. Des profits importants ont été réalisés en 2007, ils seront réinvestis dans la région, à un moment où elle en a particulièrement besoin.

La Banque porte ses réserves à un niveau lui permettant de maintenir sa capacité à répondre aux besoins de la transition et à la demande du marché. Il y a un consensus sur cette priorité, qui reflète la confiance des actionnaires dans une institution qui a fait la preuve de son succès et entend poursuivre résolument son action jusqu'à ce que sa mission soit pleinement accomplie.

Nous saluons la réflexion engagée par le Conseil qui a abouti à une nouvelle interprétation du ratio d'utilisation du capital et à l'adoption d'un Cadre stratégique des opérations. Nous devons à la fois rester prudents, nous assurer que la Banque a suffisamment de capital économique pour soutenir sa stratégie et veiller à une utilisation efficace de notre capital. Le Cadre stratégique guidera l'institution dans les années à venir. Il donne au Management une direction claire en ce qui concerne les activités de la Banque sur la période 2008-2010 et permet aux

actionnaires de préserver la capacité de la Banque à opérer à moyen terme. La création de la Réserve stratégique et l'objectif de marge disponible fin 2010 nous permettront d'aborder, le moment venu, dans les meilleures conditions la prochaine revue des ressources en capital.

La création d'un Fonds spécial des actionnaires est une décision de grande importance. Elle donne à la Banque de nouveaux moyens pour soutenir ses priorités opérationnelles, notamment en faveur des Balkans occidentaux et des pays les moins avancés dans la transition. Nous sommes également très attachés à l'approfondissement des actions qui visent une meilleure efficacité énergétique. Nous nous félicitons de la décision de procéder d'ici deux ans à une première évaluation approfondie, qui devra notamment mesurer la capacité de la Banque à travailler en bonne complémentarité avec les donateurs.

Enfin, l'allocation d'une partie du résultat au financement des contrats signés l'an dernier pour la construction d'une nouvelle enceinte de confinement et pour le traitement et l'entreposage des déchets de Tchernobyl est une initiative bienvenue. La sûreté nucléaire est un enjeu majeur dans la région. Nous voyons dans cette décision une expression de solidarité et une marque de confiance des actionnaires dans la Banque.

Nous sommes convaincus que cette décision va jouer un rôle catalytique dans la mobilisation de la communauté des donateurs.

2007 a vu la graduation de la République tchèque. Nous sommes heureux de pouvoir maintenant anticiper que 2008 verra l'extension des opérations de la BERD à la Turquie. Ces deux événements témoignent de manière éclatante du succès de la Banque. Nous sommes convaincus que la BERD peut apporter une contribution précieuse au processus de convergence économique de la Turquie, comme elle a accéléré celle des pays d'Europe centrale et orientale. La réflexion qui s'est engagée devra identifier les domaines où nous avons un avantage comparatif. Une bonne articulation avec les autres acteurs, tout particulièrement la BEI, est essentielle.

Le temps est maintenant venu d'exprimer notre profonde gratitude à Jean Lemierre. La BERD est une institution unique par son mandat, la promotion de la démocratie, de l'économie de marché et de l'esprit d'entreprise. Au terme de huit années de présidence, JL laisse une institution qui n'a jamais été aussi forte. Elle l'est par sa connaissance intime des pays où elle opère, la qualité de ses équipes, ses capacités de prise de risque, ses résultats opérationnels et financiers, mais aussi par le respect dont elle jouit et la réputation qui est la sienne.

Je voudrais saluer tout particulièrement la qualité du dialogue politique que JL a développé dans tous les pays de la région, son intérêt pour les aspects humains de la transition et sa capacité d'anticipation qui l'a conduit à mettre les questions d'énergie et de changement climatique au cœur des interventions de la Banque ou, cette année, à engager le dialogue avec la FAO pour voir comment la BERD et les pays de la région peuvent répondre aux défis de la hausse des prix alimentaires.

A mon tour, Président, je voudrais vous dire bonne chance...

Mais la transition est loin d'être achevée, la BERD a encore beaucoup à faire. Le futur président sait qu'il trouvera à son arrivée une institution et des équipes prêtes à affronter de nouveaux défis, je voudrais lui souhaiter bonne chance.

Je vous remercie.